

le système des conseils aura triomphé, l'ouvrier verra la liaison entre sa production et l'ensemble. »

Dans ces quelques phrases il y a toute la situation.

L'expérience vécue de la bureaucratie

Pour bien saisir tout ce qu'il y a derrière « *Ils sont contre* », il faut décrire ce qu'était le système d'avant octobre sur le plan des entreprises, là où le travailleur le vivait — puis ce qui a été changé et ce qui existe.

On sait que les principes économiques des démocraties populaires ont été importés de l'URSS stalinienne, ainsi que leur mode d'emploi.

A la base se trouve la « théorie » du socialisme dans un seul pays. Mais dans les conditions des petits pays arriérés d'Europe orientale, son application donna des résultats encore plus stupides et coûteux qu'en URSS qui était tout de même un immense et riche territoire. Pour l'URSS l'idée était qu'il est possible de réaliser le socialisme dans un seul pays. Lorsque les démocraties populaires brisèrent le capitalisme, la nécessité de la démonstration de cette possibilité aurait dû devenir inutile, puisqu'il existait maintenant plusieurs pays socialistes. Afin de les tenir mieux en main, Staline leur appliqua à chacun la même règle. De « possible », la construction du « socialisme » dans un seul pays devint « nécessaire » — en fait obligatoire.

Cela signifie la construction de toute l'industrie permettant de se suffire à soi-même (compte tenu du commerce extérieur) — la centralisation intégrale de la direction de l'économie — une différenciation honteuse entre les conditions de vie des « cadres » et des masses.

En Pologne cela donna à peu près ceci, bien qu'il y aurait beaucoup à ajouter, je ne reviens pas sur la question agricole, sauf pour citer le professeur Z. Lipinski qui décrivait la pensée du bureaucrate, en septembre 1956 dans « *Nova Kultura* » : « *Il est koulak le paysan qui exploite sa ferme d'une façon efficace et rationnelle: il faut supprimer un tel paysan* ». Il semble que ce fut un raisonnement de base pour toute l'économie.

Il y avait 600.000 artisans avant guerre (2.000.000 de travailleurs). Ils furent presque tous « socialisés ». Ils étaient évidemment liés organiquement au niveau général de l'économie, leur suppression amena un manque de produits qu'ils fabriquaient et une rupture d'approvisionnement, surtout des petits centres de province, aggravé par la suppression des petits commerçants. Ni la grande industrie, ni le commerce nationalisé n'étant capables de les remplacer.

L'ensemble de l'industrie se développe sans lien organique interne, tout est disproportionné par rapport au reste. Les entreprises héritées du capitalisme furent plus ou moins délaissées au profit du « grand et du nouveau ». On construisit une ville de sidérurgie toute neuve: Nowa Huta. Elle produit maintenant environ 5 millions de tonnes de métal. Mais cette production est presque entièrement alimentée par des minerais importés d'URSS et de Suède et les minerais rares de Chine et des Indes! De plus elle est toujours déficitaire.

On a construit « Zeran », une usine d'automobiles dont l'équipement, de l'avis d'ouvriers et de techniciens de chez Fiat et de chez Renault, permettrait de produire 30.000 autos par an. L'approvisionnement en matière première et accessoires était telle qu'elle en produisait 7.000.

La promesse de 42 % d'augmentation des salaires reposait sur un « plan » d'élévation de 50 % de la production agricole. Non seulement l'industrie ne fournit pas les nouveaux équipements, engrais et machines, mais même les quantités de matériaux de construction, outils, etc., nécessaires auparavant ne furent plus livrés.

Cette industrie (surtout lourde) nouvelle obligea à des importations énormes de matières premières et d'équipement. Les produits fabriqués n'étaient ni d'assez bonne qualité ni assez nombreux pour alimenter une exportation comparable. La différence fut couverte en grande partie par des produits agricoles et des objets de consommation qui manquèrent à la population. Ainsi, les beaux tissus de Lodz devinrent introuvables ou coûtèrent le prix de 2 tonnes de charbon le mètre (environ sept fois plus qu'en France).

Malgré le manque de statistiques, tout cela finit par être sensible aux travailleurs (tous les exemples que je cite me furent fournis par mes interlocuteurs). Mais ce qui était encore plus sensible c'est que tout ce plan était réalisé sans qu'ils aient le moindre avis à donner.

L'ensemble de l'économie était administré par une multitude de bureaux parfaitement coupés de la population: Commission nationale de planification — ministères économiques contenant eux-mêmes une multitude de Commissions et de sous-Commissions — offices centraux de branches d'industrie sans nombre: Office central des industries du coton du Sud, Office central des industries du coton du Nord, Office central des industries de la laine du Sud, du Nord, etc., etc.

A l'entreprise, un directeur et ses bureaux, le Comité du parti, le Comité syndical. Le tout totalement incontrôlé par les travailleurs, souvent incompetents, décidant de tout et noyés dans la paperasse, car eux-mêmes ne pouvaient bouger un clou sans remplir quelques formulaires et attendre les autorisations. Pour acheter des vêtements de travail d'une usine, toute une machinerie de demandes, d'ordres et de contre-ordres devaient être mis en branle.

Ces centaines de milliers de fonctionnaires, ces millions de circulaires et de formulaires avaient l'ambition de remplacer la connaissance intime de la production que possèdent les millions de travailleurs — les yeux

et les oreilles de millions de travailleurs. C'est une impossibilité en soi, vouloir l'ignorer surajoute ses effets à ceux des « plans » grandioses sans rapport avec les réelles possibilités. Le résultat fut une pagaie, une perte d'énergie invraisemblable. Voici quelques exemples. Décidant de tout, les bureaux décidaient aussi de l'emplacement exact des nouvelles usines. Calculé avec la règle et le compas par les « planificateurs », une d'elle tombait exactement au milieu d'un lac.

Parlant des heures supplémentaires à Zeran, je sentais qu'il y avait quelque chose que je ne comprenais pas. J'insistai et je finis par voir qu'il s'agissait de bien autre chose que des difficultés de traduction. Au début du mois il n'y a pas assez de fournitures, on ne peut réaliser le plan, on travaille au ralenti. Les bureaux s'agitent, en appellent à l'Office central qui téléphone, gueule, envoie des émissaires à l'entreprise fournissant les matières premières ou les accessoires. Grand branle-bas. Dans la dernière partie du mois, les produits sont trouvés, chargés sur les trains. Ceux-ci sont insuffisants, les camions entament une ronde fiévreuse et gaspillent des milliers de kilomètres. A Zeran commence un rythme effréné pour « remplir le plan » mensuel. On finit par y arriver. Et le mois suivant commence...

Je crois que cette incohérence spécifique de la bureaucratie finit par agir librement, « gratuitement ». Ainsi, le Palais de la Culture, cadeau soviétique, en plus de sa laideur, est d'un prix d'utilisation tel que les instituts qui l'occupent songent à déménager, des parties entières sont sans affectation imaginable. Au rez-de-chaussée il y a deux cinémas. On accède à chacun par un grand hall d'environ 1.000 personnes — qui donne dans un hall encore plus grand — qui donne dans la salle de cinéma d'environ... 500 places.

L'ironie des travailleurs polonais s'en donna à cœur joie. De l'énorme gratte-ciel du Palais de la Culture, on dit: « *C'est petit mais de très bon goût* » — « *la Reine des Belges a prouvé son amour vrai des Polonais en leur offrant une housse* », etc., etc. Mais cette ironie recouvrait une profonde indignation. D'une part à cause de l'énorme perte d'énergie de travail, de matériaux qu'ils constataient à chaque minute — d'autre part parce que les investissements ne tenaient aucun compte de leurs besoins et étaient décidés totalement en dehors d'eux.

Ils tiennent un raisonnement simple mais irréfutable. Sur ce que nous fabriquons dans l'année une partie est consommée, une partie est mise de côté sous forme d'investissements pour accroître la production des années à venir. Nous avons reconstruit la capitale, nous avons bâti toute une industrie — mais notre niveau de vie stagne. Nous voulons savoir combien nous consommerons, combien nous investirons, nous voulons savoir dans quoi et comment nous investirons. Pendant des années il n'y a eu que trois ou quatre dirigeants qui le savaient (qui disaient le savoir), nous n'avons plus confiance, nous voulons savoir nous-mêmes. On dit que le revenu national est de 2 milliards de zloti et que plus de la moitié va aux salaires, nous voulons contrôler.

On a développé une industrie lourde sans demander l'avis de ceux qui la payaient de leur niveau de vie. On a développé une industrie de guerre qui coûte cher et qui absorbe les meilleurs techniciens et spécialistes, sans aucune discussion ou information d'aucune sorte parmi les travailleurs.

Lorsque la nocivité du système devint éclatante et qu'il fallut diminuer les investissements, c'est-à-dire ne plus les accroître chaque année à partir de 1954, il semble bien que ce soit la construction, l'agriculture et l'industrie légère qui en pâtirent bien plus que l'industrie lourde et de guerre.

Une caste privilégiée

Toute cette gabegie, cette irresponsabilité, ce mépris des masses étaient encore plus insupportable du fait des différences de condition de vie qui s'établissent entre les « cadres » et la « base ». Car si la « construction du socialisme » imposait des sacrifices très lourds « *pour que nos enfants vivent mieux demain* » — les cadres, eux, avaient absolument besoin du « *stimulant des avantages immédiats* » pour diriger. Le « socialisme dans un seul pays » apparaissait comme le « socialisme pour la seule bureaucratie ».

Le salaire en espèce des hauts fonctionnaires, cadres économiques, officiers, membres du C.C., membres du gouvernement, était plus élevé que celui d'un ouvrier qualifié, par exemple un vice-ministre gagnait 4.500 zloti, un directeur d'usine 4.000 zloti. On peut discuter sur le bien-fondé de cette différence, surtout lorsqu'il s'agit de membres du parti, néanmoins ce n'est pas exorbitant. Seulement à ce salaire nominal s'ajoutait une série de privilèges « sociaux » qui, comparés au niveau de vie général devaient apparaître et étaient scandaleux: villas pour les membres du gouvernement, du CC, de l'appareil politique, économique, militaire et policier. Maisons de repos, sanatoria, cliniques réservées, etc., médecins « réservés », écoles particulières, appartements confortables et même luxueux, autos (dont ces « dames » se servaient pour faire leurs achats), etc. Tout cela finit par se savoir, par être dénoncé dans la presse. Le professeur de philosophie L. Kolakowski écrivit un article que la censure interdit: « Ce que ne devrait pas être le marxisme », qui décrivait cette inégalité. D'ailleurs elle n'avait pas besoin d'être révélée, elle s'établait cyniquement aux yeux de tous sous forme de magasins spéciaux, ornés de rideaux jaunes, réservés aux cadres et interdits au commun des mortels. Ces « maisons à rideaux jaunes » exaspérèrent la population qui en parla encore après leur suppression. N'oublions pas que tout cela se développe spécialement durant la première période du plan sexennal lorsque le niveau de vie des travailleurs dégringolait.

Les travailleurs portèrent une haine solide à cette « bourgeoisie rouge », comme ils l'appellent. Imaginez l'indignation de celui qui habite dans une

(Suite page 8.)